



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELORME SAS

375 Allée du Lubéron
ZA Prato III
84210 Pernes-Les-Fontaines

Références : D-00837-2024/LRAR N°1A 214 145 3376 2
Code AIOT : 0006401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement DELORME SAS implanté lieu-dit Bois Feuillet 84100 Orange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SAS
- Bois Feuillet 2 Parcelles 925 - 926 84100 Orange
- Code AIOT : 0006401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delorme SAS, dont le siège social est situé 375, allée du Lubéron – ZA Prato III -84210 PERNES LES FONTAINES, est autorisée à exploiter une carrière sur la commune d'Orange, au lieu-dit « Bois Feuillet ». Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024, pour une durée de 25 ans et un tonnage moyen de annuel de 50 000 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté d'autorisation du 15/05/2024 – dispositions constructives

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 1.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
3	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	CLÔTURES ET BARRIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	VOIES DE CIRCULATION	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	RÉTENTIONS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.3	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	INFORMATION DES TIERS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a été constaté neuf non-conformités au cours de cette visite, relatives aux aménagements préliminaires, aux moyens de lutte contre un incendie et aux dispositifs de protection des milieux. L'inspection des Installations Classées propose à monsieur le Préfet de Vaucluse, en application de l'article L171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des 9 articles objets de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, garanties financières
Prescription contrôlée : Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none">•le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;•la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas adressé à M. le Préfet le document attestant la constitution des garanties financières. La société Delorme précise que ce document est en cours de rédaction par l'organisme bancaire et devrait être transmis sous 8 jours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre dans les plus brefs délais l'acte de cautionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : INFORMATION DES TIERS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, INFORMATION DES TIERS
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau présentant les informations requises est présent à l'entrée du site (cf photographie en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : BORNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, BORNAGE
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">•des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,•le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant indique que le bornage de l'ensemble du périmètre n'a pas encore été réalisé. Toutefois, il précise que les travaux d'extraction n'ont pas encore débuté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 3 mois, établir le bornage du site et transmettre le plan associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : CLÔTURES ET BARRIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, CLÔTURES ET BARRIÈRES
Prescription contrôlée : Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation. Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site. L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment : <ul style="list-style-type: none">•l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,•les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre,•la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Constats :

L'inspection a contrôlé, par sondage, la présence de la clôture. Il a été constaté la présence de la clôture à l'entrée du site, ainsi que la présence de panneaux avertisseurs tournés vers l'extérieur. L'inspection constate également que la clôture est manquante en partie nord de la parcelle 1311. L'accès à ce secteur est toutefois limité via une clôture posée de l'autre côté du chemin permettant l'accès à la maison se trouvant sur la parcelle N945.

Concernant la signalisation verticale à l'entrée sur site, elle comporte actuellement :

- l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,
- la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Toutefois, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre ne sont pas présents. L'exploitant indique que l'entrée du site est en cours de modification : la bascule vient d'être déplacée, d'autres modifications vont être apportées prochainement (recul du portail, réfection de l'enrobé, modification des circulations,...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter la clôture sur l'ensemble du périmètre d'autorisation.

L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter sa signalisation verticale, afin de présenter les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre.

L'inspection demande également à l'exploitant de mettre en place un registre de suivi des clôtures, listant notamment les dates des contrôles et les réparations effectuées. Ce point fera l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5

Thème(s) : Autre, DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. [...]

Constats :

A la date de la visite, l'exploitant n'a pas notifié la mise en service de l'installation, bien que des opérations d'exploitation (traitement de matériaux, accueil de déchets du BTP, fabrication de blocs bétons,...) soient effectuées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dès finalisation de l'ensemble des aménagements prévus à l'article 2.1 de son arrêté d'autorisation et au plus sous 3 mois, notifier la mise en service au préfet et au maire d'Orange.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois

N° 6 : VOIES DE CIRCULATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, VOIES DE CIRCULATION
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none">• les pistes fixes, définies en accord avec l'inspection des installations classées, sont revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent, propre à limiter les envols de poussières. Elles sont équipées d'un système d'arrosage fixe et sont nettoyées très régulièrement (raclage, aspiration, balayage, arrosage fixe, ...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;• les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux ;• la vitesse des engins sur les pistes non-revêtues est adaptée pour limiter les émissions de poussières et doit en toutes circonstances rester conforme aux dispositions du dossier de prescription « véhicules sur pistes » ;• les engins, véhicules de transport et de manutention utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux rejets atmosphériques. Ils utilisent du gasoil non-routier s'ils ne sont pas munis de filtres à particules. Toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum leurs émissions par l'organisation optimale du charroi sur le site ;• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;• les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.
Constats : <p>La piste d'entrée du site est revêtue ; toutefois, le revêtement est très endommagé près de la bascule. L'exploitant précise que des travaux de réfection vont être réalisés prochainement, dans le cadre du réaménagement global de l'entrée de la carrière.</p> <p>L'exploitant dispose d'une arroseuse mobile, utilisée également pour le site du Lampourdier pour abattre poussières, ainsi que d'un réseau fixe d'asperseurs au niveau notamment de la voirie non revêtue en limite ouest du site.</p> <p>La vitesse des engins est limitée à 30km/h, un panneau est présent à l'entrée du site. Il est constaté l'absence de dépôt de boue sur la voie publique (RD 976), bien que des pluies soient survenues la nuit précédant l'inspection.</p> <p>Le site n'est pas équipé d'une rampe ou d'un dispositif équivalent permettant d'éviter l'envol de poussières issues des chargements non bâchés, contenant des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit, sous 6 mois, effectuer les travaux de réfection de la voirie en enrobé à l'entrée de la carrière. Il doit également, sous 2 mois, mettre en place une rampe ou un dispositif équivalent pour éviter l'envol de poussières des chargements non bâchés, contenant des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm.</p>

L'inspection demande également à l'exploitant de mettre en place un registre de suivi du fonctionnement de l'arroseuse mobile. Ce point fera l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées Lambert 93	X = 796712 , Y=203594
Nature des effluents	Eaux issues de l'aire de parking bétonnée pour le stationnement des engins à pneus
Exutoire du rejet	Fossé (milieu naturel)
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures

L'entretien courant des engins et du matériel de traitement est effectué à l'extérieur, sur un autre site de la société Delorme. Aucune cuve de stockage de carburant n'est présente sur la carrière (hormis les réservoirs des engins nécessaires à l'exploitation).

Les eaux pluviales sont drainées vers les deux bassins d'orage, localisés à l'Est et au Sud Est du site.

Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé. Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Constats :

Les cuves de stockage de carburant sont toujours présentes sur site et en fonctionnement. Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas d'une aire bétonnée pour le stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 6 mois :

- supprimer les cuves d'hydrocarbures
- mettre en place une aire bétonnée pour le stationnement des engins, reliée à un

séparateur à hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • les véhicules doivent être équipés d'un extincteur à poudre de 9 kg ; • d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m³ minimum. Son emplacement exact doit être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie d'Orange. Son implantation doit se situer à moins de 100m en parcours réel du hangar hors flux thermiques supérieurs à 3kW/m² . Elle est maintenue en eau et accessible en tout temps. L'installation est conforme aux annexes du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI). <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • informer le bureau prévision de la compagnie d'Orange lors des travaux de mise en place des points d'eau incendie (PEI) ; • signaler au service public (inter)communal de DECI, l'achèvement des travaux relatifs à l'implantation ou l'amélioration de la DECI, afin de réaliser une visite de réception obligatoire en présence des sapeurs-pompiers et enregistrer le (les) nouveau(x) PEI dans la base de données départementale de la DECI. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de téléphones permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'établissement, par exemple près des cuves d'hydrocarbures. <p>Toutefois, les moyens suivants ne sont pas mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des locaux à destination des services d'incendie et de secours ; • les véhicules sont équipés d'extincteur 2kg et non d'extincteur à poudre de 9 kg. L'exploitant précise que des coffres spécifiques ont été commandés afin de pouvoir équiper les engins du site ;

<ul style="list-style-type: none"> le site n'est pas équipé d'une réserve incendie offrant une capacité de 120 m³ minimum. Toutefois, l'exploitant précise que son emplacement a été déterminé en accord avec le SDIS début novembre 2024. Il présente également un devis signé du 05/11/2024 pour une bâche souple de capacité 120 m³.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre sous 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> le procès-verbal de réception par le SDIS de la bâche souple 120 m³ ; le plan des locaux à destination du SDIS ; la photographie des extincteurs 9kg installés sur les engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En particulier, l'exploitant dispose d'un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none"> du volume des matières stockées ; du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées au paragraphe 4.4.3.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 6 mois, mettre en place un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : RÉTENTIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, RÉTENTIONS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> •100 % de la capacité du plus grand réservoir ; •50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> •dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; •dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; •dans tous les cas, 1000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de fûts et de bidons d'hydrocarbures stockés sans rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 semaine, mettre en place des rétentions pour tous les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours